



Annales historiques de la Révolution française

363 | janvier-mars 2011

L'Amérique du Nord à l'époque de la Révolution française

Hanna SONKAJÄRVI, *Qu'est-ce qu'un étranger ? Frontières et identifications à Strasbourg (1681-1789)*

Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2008, 224 p., ISBN 978-2-86820-371-7, 20 €.

Philippe Tessier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11997>

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2011

Pagination : 190-191

ISBN : 978-2-200-92677-9

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Philippe Tessier, « Hanna SONKAJÄRVI, *Qu'est-ce qu'un étranger ? Frontières et identifications à Strasbourg (1681-1789)* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 363 | janvier-mars 2011, mis en ligne le 27 mai 2011, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11997>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

Tous droits réservés

Hanna SONKAJÄRVI, *Qu'est-ce qu'un étranger ? Frontières et identifications à Strasbourg (1681-1789)*

Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2008, 224 p., ISBN 978-2-86820-371-7, 20 €.

Philippe Tessier

RÉFÉRENCE

Hanna SONKAJÄRVI, *Qu'est-ce qu'un étranger ? Frontières et identifications à Strasbourg (1681-1789)*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2008, 224 p., ISBN 978-2-86820-371-7, 20 €.

- 1 Le livre d'Hanna Sonkajärvi, analyse subtile de la condition des étrangers à Strasbourg sous l'Ancien Régime, tend à démontrer la difficulté d'appréhender le concept de nationalité dans l'histoire par le biais d'une étude purement juridique.
- 2 En effet, la principale thèse de cet ouvrage est que la nationalité, entendue dans la division « régnicole/étranger », qui avait été construite par la jurisprudence des parlements, n'est pas une caractérisation prééminente de l'histoire de l'Ancien Régime. Cette sorte de citoyenneté, même si elle a existé en tant que catégorie créée par les experts en jurisprudence – comme l'a montré Peter Sahlins –, ne concernait, dans la pratique, qu'une petite minorité selon l'auteur.
- 3 Le statut des étrangers sous l'Ancien Régime reste discuté, comme le montre l'abondance et la complexité de la bibliographie sur le sujet. Catherine Clément-Denys, notamment, a souligné, que, au XVIII^e siècle, dans les zones frontalières, le statut de l'étranger reste plus nettement lié à la ville qu'à la frontière, et qu'il est donc étroitement dépendant de l'attitude des institutions urbaines.

- 4 Ce statut est d'autant plus intéressant à étudier qu'une ville comme Strasbourg, au XVII^e et au XVIII^e siècles, était régie par des institutions locales d'une grande complexité : après l'annexion française, en 1681, c'est la Régence perpétuelle, un système de chambres secrètes (le conseil des XV pour les finances et l'administration, associés aux quatre échevins, *Ledige XXI*) qui, en réunion intermittente avec le Grand Sénat (l'ensemble constituant le *Conseil-et-les-XXI*) dirige effectivement les affaires de la ville.
- 5 La multiplicité des institutions intervenant dans l'administration de Strasbourg a pour conséquence une dispersion des archives (archives de l'Intendant, représentant le pouvoir royal, mais aussi de la Chancellerie et du Prêteur royal, archives des différentes institutions municipales, et archives des corps de métier) qui rend d'autant plus remarquable la recherche effectuée.
- 6 Ces archives démontrent que, à l'échelle locale, la religion joue un rôle plus important que la régnicité dans l'acquisition du statut de manant, lequel a des conséquences importantes sur la vie quotidienne, puisqu'y est liée la protection des autorités urbaines, c'est-à-dire, en pratique, le droit de résider et de pratiquer sa religion dans les murs de la cité (la manance excluant les droits civiques). La religion toutefois n'est pas le seul facteur, et l'appartenance à un souverain étranger (cas des Suisses) ou l'appartenance à un corps de métier, peuvent également jouer un rôle dans le statut social et juridique d'un individu.
- 7 Un exemple de la complexité du concept de nationalité à Strasbourg avant 1789 réside dans le statut des calvinistes : ils constituaient un groupe toléré par le Magistrat de Strasbourg et la Couronne. Les calvinistes d'origine non française étaient libres de s'établir à Strasbourg et ils pouvaient se faire admettre à la manance (statut de protection accordé par la ville de Strasbourg à ceux payant un impôt spécifique), excepté pour la période s'étalant de 1698 à 1718. La bourgeoisie leur était toujours accessible, mais à un prix élevé par rapport aux luthériens et aux catholiques. Néanmoins, une fois admis à la manance, ils n'avaient pas les mêmes droits que leurs voisins luthériens et catholiques. Ils n'étaient pas éligibles au Magistrat et ils souffraient de restrictions sur le plan religieux notamment.
- 8 Cependant, même si les calvinistes étaient des bourgeois ou des manants de seconde classe, les calvinistes riches pouvaient jouir de privilèges si considérables qu'ils en étaient avantagés par rapport au reste de la population. Beaucoup d'entre eux étant suisses, ils jouissaient de privilèges accordés à cette nation.
- 9 Alors que la politique du Magistrat consistait à tolérer la présence calviniste dans la ville, les juifs, eux, étaient totalement exclus du droit d'y habiter. La question de l'établissement des juifs provoqua un conflit profond. On voit alors le Magistrat défendre ce qu'il appelle ses « privilèges » et son mode de gouvernement face au secrétaire d'État à la guerre qui favorisait l'installation dans la ville d'importants fournisseurs juifs de l'armée. Le cas de Cerf Beer, marchand juif naturalisé par le roi, montre que, selon l'interprétation du gouvernement local (qui se refuse à l'accueillir à titre permanent) l'appartenance religieuse et les conséquences que les institutions locales de Strasbourg prétendent en tirer prévalent sur les lettres patentes de naturalisation accordées par la couronne.
- 10 Ainsi, l'obtention du droit de bourgeoisie, le statut social, les moyens financiers et le patronage, la langue, les intérêts économiques, étaient des critères souvent plus

importants que la naturalité lorsqu'il s'agissait d'accéder aux ressources économiques, politiques ou sociales, dans le cadre local.

- 11 On peut cependant s'interroger sur la possibilité de généraliser à l'ensemble du territoire français l'exemple de Strasbourg, qui, territoire récemment conquis au XVIII^e siècle, reste, par son caractère multiconfessionnel, un exemple spécifique, et on peut regretter que l'auteur n'ait pas amorcé une étude des changements postérieurs à 1789.